

La France
dans
le cadre récent de
la géopolitique du
Moyen Orient

Par le Lieutenant-Colonel
Maroun Hitti.

Plan général

| Titre | <u>Contenu</u> | De la page | A la page |
|----------------------------|--|------------|-----------|
| Introduction | Le Moyen Orient : Un problème de géopolitique internationale. | 2 | 4 |
| Chapitre premier | Actualité :1979-1999, Le Moyen Orient en quête laborieuse de la paix | 5 | 12 |
| 1 | Le cadre de l'action | 5 | 5 |
| 2 | Des régimes politiques à la légitimité interne largement contestée | 6 | 7 |
| 3 | La réalité de la guerre | 8 | 9 |
| 4 | L'hypothèse de la paix | 9 | 11 |
| 5 | Conclusion | 11 | 12 |
| Chapitre deuxième | La France dans la géopolitique Moyen Orientale | 13 | 27 |
| 1 | La nouvelle problématique | 13 | 13 |
| 2 | L'Etat en France : servir une nation ouverte sur le monde | 13 | 14 |
| 3 | La France au Moyen-Orient face au géant américain | 14 | 17 |
| 4 | La tentative de retour en force | 17 | 21 |
| 5 | A la recherche d'un statut d'arbitre | 21 | 24 |
| 6 | L'économique en déphasage avec la politique internationale et les dissensions européennes | 24 | 27 |
| 7 | Conclusion | 27 | 27 |
| Conclusion générale | | 28 | 30 |
| Bibliographie | | 31 | 31 |

INTRODUCTION

Introduction

Le Moyen-Orient: Un problème de géopolitique internationale

La saisie de la consistance territoriale et humaine du Moyen-Orient ainsi que sa définition géographique présentent de nombreuses difficultés. La principale provient du fait que cette notion n'est pas neutre puisque l'Orient est dans ce cas proche de l'Europe. Implicitement, l'Europe et, en conséquence, l'Occident sont le centre de la géographie mondiale par rapport aux différents « orientés », définis alors comme proche, moyen ou extrême. Par la force des choses, l'observation de la réalité non européenne ou non occidentale est organisée en fonction des moyens de saisie dont s'est dotée la culture de l'Europe ou de l'Occident. On conçoit donc facilement que l'aspect du paysage varie selon la position de l'observateur et sa perspective.

C'est bien là un des écueils qui s'opposent à toute approche géopolitique de cette région, véritablement contiguë à l'Europe, et donc plus facilement prisonnière des canons de la perception géographique et historique que la culture occidentale a organisés et imposés dans la culture moderne universelle.

La difficulté peut être réduite si on restreint le champ de l'étude à la notion de Proche-Orient arabe. Mais en réalité, elle se déplace alors du champ géographique à celui de l'identité. Car en effet que sont les sociétés arabes, qu'est-ce qui les unit en dehors de la langue, et encore ! Est-ce la religion ? Peut-on exclure l'Iran et la Turquie qui partagent cette religion avec les pays arabes et qui sont intimement liés à leur histoire ?

Le concept de civilisation arabo-musulmane si en vogue depuis une vingtaine d'années, donne-t-il une image saisissable du Proche-Orient contemporain ?

En réalité, le Proche-Orient est l'équivalent de ce que la culture française coloniale appelait le Levant. Cette notion a eu longtemps une connotation marchande, rendant compte de l'importance des comptoirs de commerce que les puissances européennes avaient développés en Méditerranée de l'Est à la faveur des Capitulations dont François 1^{er} avait été au 16^{ème} siècle l'initiateur avec le souverain ottoman, Soliman le Magnifique. Alors, Grecs, Arméniens, Libanais, Syriens étaient définis comme levantins peut être un peu

péjorativement car justement, les Levantins étaient considérés comme n'ayant pas d'identité culturelle affinée, ni de loyauté politique, en dehors de leurs activités commerciales... En cette époque d'ailleurs, pouvait-on les blâmer pour cela ?

Après la seconde guerre mondiale, ce concept géopolitique de Levant ou de Proche-Orient, très français d'origine, mais que même la diplomatie britannique avait adopté au début du siècle, tombe aux oubliettes de l'Histoire. La diplomatie mondiale est désormais largement aux mains des Etats-Unis et les concepts géopolitiques anglo-saxons ont tendance à remplacer ceux que la culture française avait forgés jusque-là.

Le terme de Moyen-Orient, écrit un spécialiste anglais, a été employé pour la première fois en 1902 par un Américain spécialiste d'histoire navale, Alfred Thayer Mahan. Dans un article paru dans la *National Review*, publiée à Londres, il proposa cette nouvelle expression pour la région comprise entre l'Inde et l'Arabie, avec son centre dans le Golfe persique. Le nouveau terme fut repris et employé dans le *Times* par son correspondant à Téhéran, Valentine Chiral, et plus tard à la Chambre des Lords par lord Curzon. Son emploi à l'étranger se répandit rapidement, et dans l'usage courant des Anglais, mais non des Américains, il remplace le terme un peu plus vieux de Proche-Orient, auquel, cependant, il garde une vague association (1). Mais des nuances fondamentales séparent les deux notions qui ne sont pas équivalentes sur le plan de la géographie.

Dans cet essai, je me suis efforcé de rendre compte aussi fidèlement que possible de l'état de ce Moyen-Orient depuis une vingtaine d'années, c'est à dire depuis 1979 jusqu'à 1999. C'est ce dont j'ai parlé dans le premier chapitre, en essayant de définir aussi clairement que possible le cadre dans lequel se meut l'action internationale et celle à laquelle je m'intéresserai dans le deuxième chapitre, la géopolitique actuelle de la France et l'action récente de son Gouvernement.

Il faut bien souligner d'ailleurs le surnombre de problèmes que connaît ce Moyen-Orient, définis par certains comme étant « son importance géostratégique, sa croissance démographique et ses ressources hydrauliques rares », par d'autres en posant les trois questions suivantes : « 1- comment ses gouvernements ont-ils pu museler –jusqu'à présent- la contestation islamiste, 2- la région peut-elle sortir de la guerre, ou enfin 3- est-ce que le processus d'Oslo permettra une paix juste qui lèvera l'hypothèque de la menace permanente sur la région ? ». Plus succinctement d'autres résumeront la problématique du Moyen-Orient à trois facteurs : Le pétrole, l'eau et la question palestinienne.

1-Georges Corm, Le Proche-Orient éclaté, collection Folio Histoire, édition Gallimard, Paris, 1999 P.54.

La réalité est qu'on ne peut dissocier un à un ces problèmes. De même qu'on ne peut leur trouver de solution miracle. Mais un fait est certain. Ils ne peuvent être résolus qu'avec de la bonne volonté, en se mettant autour des tables de négociations sans arrières pensées, et en engageant un dialogue direct entre les parties concernées. C'est le point de vue de la France.

Dans le deuxième chapitre, je parlerai de ce retour de l'Europe, par le biais de son lanceur acharné, la France, de l'ambition de l'Etat français, de son action récente, de la concurrence impitoyable sur le marché des armements, face au géant américain, et au statut d'arbitre qu'elle s'efforce à prendre dans ce contexte de passions qui n'ont pas fini de se déchaîner, face aux divergences internes sur son rôle et son action contrée quelquefois par les dissensions européennes.

CHAPITRE PREMIER

Chapitre premier. Actualité : 1979-1999. Le Moyen-Orient en quête d'une paix laborieuse.

1-Le cadre de l'action

Les successions aux trônes des monarchies Hachémite de Jordanie et Alaouite du Maroc, en février et en juillet 1999, sont venues rappeler qu'en dépit des multitudes crises internes et guerres que le monde arabe a connues depuis plusieurs décennies, cette région avait vécu une certaine stabilité institutionnelle ; au point que les dirigeants qui succéderont aux figures marquantes des pays de la région, Assad, Moubarak ou Arafat, seraient en quelque sorte dépendants des configurations géopolitiques issues de la guerre froide, du processus de paix israélo-arabe et du verrouillage de lieux stratégiques comme le golfe arabo-persique.

Ce qui incite à se demander si les acteurs locaux, Etats ou mouvements politiques sont de moins en moins en mesure de perturber un équilibre global qui, après la chute de l'URSS a été défini par les USA et leurs partenaires européens en relation avec leurs alliés dans la région ? Même si l'on ne sous-estime pas l'importance des sources internes de contestation des régimes en place, comme les programmes islamistes, les mutations structurales résultant des politiques économiques néo-libérales, et la détérioration continue des chances de démocratisation, doit-on considérer que ces facteurs sont désormais moins importants que ce qui est décidé à l'extérieur ? On peut même se demander si le conflit israélo-arabe ne reste pas central dans les risques réels au niveau régional autant que dans la perception des menaces qui varient selon qu'on sera plus ou moins loin de cet « ancien » conflit.

Trois questions abrègent la situation, en plus des trois facteurs qui résument la problématique du Moyen Orient. La première est : dans quelle mesure des régimes menacés mais surarmés ont-ils pu tenir à distance la contestation islamiste ? La deuxième est : les guerres du Golfe traduisent-elles l'impossibilité de la région de sortir de la guerre ? Alors que la troisième est : le processus d'Oslo permettra-t-il de parvenir à une paix juste qui ne soit pas négociée au détriment du faible, au risque de maintenir une menace permanente sur l'ensemble de la région ?

2-Des régimes politiques à la légitimité interne largement contestée.

Les contestations internes, islamiste ou autres, menacent-elles la pérennité des régimes moyen-orientaux à court ou moyen terme ? Ou bien, à l'inverse, l'insuccès de ces contestations en vingt ans à ébranler la plupart de ces régimes trahirait leur essoufflement et montrerait que les pouvoirs en place sont parvenus à un statu quo, un équilibre stratégique interne, fait d'une répression croissante et d'un étouffement des sociétés civiles ?

A la fin des années 70, on assiste au Moyen Orient à l'émergence de mouvements politiques radicaux qui se réclament de l'Islam, dont certains vont démontrer leur capacité à s'organiser et à mobiliser un assez large public. Ces mouvements ont une histoire puisqu'ils s'inspirent de l'action menée par les Frères Musulmans, association fondée en 1928 en Egypte qui a par la suite essaimé dans le monde arabe avec plus ou moins de bonheur. Elle est parvenue parfois à s'institutionnaliser dans le système politique comme en Syrie après 1945, tandis qu'elle a été en butte à une répression féroce dans l'Egypte de Nasser. Mais à cette époque leur impulsion est réelle. On le voit à travers certaines actions spectaculaires et violentes : attaques contre les symboles militaires du régime alaouite en Syrie à l'été 1979, assassinat d'Anouar Sadate en octobre 1981.

En dépit de ces actions hostiles, la prise du pouvoir par la force n'était pas l'objectif premier de ces mouvements, ce qui expliquerait leur insuccès relatif, même dans le monde arabe sunnite, à provoquer jusqu'à présent des changements politiques décisifs. Leur idéologie prône une méfiance systématique vis-à-vis de tout pouvoir quel qu'il soit, sauf si ce pouvoir ne se meut dans les limites précises de la charia islamique, contrôlée par des experts légitimes de la loi islamique, les ulémas, qui l'établissent et la défendent (2). En Egypte par exemple, ce programme s'est imposé avec un certain succès, un amendement constitutionnel en 1980 a contribué à enclencher un processus de re-islamisation des institutions juridiques, en faisant de la charia la source principale de la loi islamique.

Contemporains de la révolution iranienne de 1979, ces mouvements ont été révélateurs de l'échec des régimes se proclamant d'un socialisme arabe, de type nassérien ou baasiste, qui avaient beaucoup promis sur le développement, avant de se réfugier dans des politiques néolibérales décevantes. Il est vrai que la contestation islamique est intervenue à un moment où les sociétés arabes subissaient de profondes mutations très rapides, comme l'accroissement démographique explosif qui empêchait tout ajustement structurel, et finissait par

2-Richard Bulliet, « twenty years of islamic politics » The Middle East Journal, vol 53-2, printemps 1999

annuler très rapidement toutes les réformes entreprises par ces gouvernements et les montrait incapables- injustement peut être- à gérer une situation sans cesse changeante. De plus, l'ouverture économique artificielle, a favorisé l'enrichissement rapide et le plus souvent illicite d'une minorité et ouvert quelques possibilités aux classes moyennes émergentes, mais au prix d'écart grandissants dans la distribution des ressources (3).

L'islamisme, critiquant une modernisation empruntée à des modèles occidentaux, ainsi que l'échec des régimes à gérer la réforme, a été en mesure de présenter des alternatives passant par la priorité de l'application de la charia et se traduisant dans l'immédiat par des actions convaincantes dans le domaine de l'éducation.

Quant à la réussite de la répression de l'islamisme, elle a été la règle et de façon violente. En Algérie, après le coup d'état militaire qui a interdit au FIS l'accès au pouvoir par les urnes. En Syrie où la répression de Hama en février 1982 a fait dans les 20 000 morts. En Egypte, avec la militarisation des juridictions d'exception.

Une autre stratégie des pouvoirs en place fut de compenser leur déficit de légitimité en développant des stratégies de relégitimisation pouvant aller comme en 1984 en Egypte et en 1989 en Jordanie jusqu'à l'acceptation des Frères Musulmans dans le jeu électoral. Les régimes monarchiques, bénéficiant d'une légitimité « historique » ont eu moins de mal à se garder sur place. Alors qu'en Egypte, Moubarak se présente comme le garant de l'héritage nassérien, la Syrie argue de sa fidélité aux idéaux de l'arabisme en refusant de se soumettre aux conditions israéliennes pour une relance des négociations bilatérales- qui ont repris récemment- interrompues en février 1996. Et l'on peut se demander si un accord définitif avec ce pays, sur le Golan et le Sud Liban, ne mettrait pas le régime alaouite en « danger de paix » vu les efforts longtemps fournis par ce pays pour se présenter comme le champion du refus(4). L'autorité palestinienne n'hésite pas à se prévaloir de ses engagements vis-à-vis des Israéliens et des Américains pour justifier la répression de l'opposition au processus d'Oslo, et pour beaucoup, le régime de Saddam Hussein n'est que la « pire des solutions », affaibli par les guerres et l'embargo qui ont contribué au maintien de ce pouvoir au prix d'une répression continue des opposants réels ou virtuels.

Les victimes évidentes sont les populations de ces pays. Les régimes nommés se maintiennent au prix de politiques « liberticides » qui ne laissent que fort peu d'espoir aux peuples, absents de toute représentation politique.

3- Politique étrangère n°1 1998. Publications de l'ifri.

4- comme le suggère Elizabeth Picard dans : La Syrie et le processus de paix ; Maghreb Machrek Monde arabe n° 158 octobre décembre 1997

3- La réalité de la guerre.

Depuis un demi-siècle, le Proche-Orient a vécu au rythme de la guerre, qu'il s'agisse des cinq grandes confrontations avec Israël, ou de conflits localisés, comme la guerre de 1994 entre les deux Yémens. Les vingt dernières années ont été, de ce point de vue, plus particulièrement dramatiques, puisque les conflits de cette période ont traduit davantage, et de façon irrémédiable, les divisions arabes ou arabo-islamiques que parvenaient à masquer ou à contenir les initiatives communes prises au sein de la Ligue arabe et d'institutions de coopération islamique (5) ou régionale (6). La guerre civile libanaise en 1975 et sa résolution boiteuse en queue de poisson en 1990, la guerre entre l'Irak et l'Iran(1980-1988), puis la deuxième guerre du Golfe(1990-1991) ont probablement marqué pour longtemps les configurations politiques et rendu plus prévisible un ordre régional de plus en plus marqué par l'influence des Etats-Unis et son allié Israël et ses alliés secondaires comme l'Egypte, la Jordanie, la Turquie et les monarchies du Golfe.

Cet ordre où l'Europe tente de marquer sa trace, par le biais d'interventions éparpillées et non coordonnées jusque là mais qui laissent deviner une confrontation sourde et obstinée. Ces guerres ont d'autre part contribué à produire des sociétés différentes, aux dynamiques nouvelles, qui présentent des fractures différentes de celles des anciennes sociétés.

Les circonstances qui ont précédé la confrontation puis la défaite militaire de Saddam Hussein face à l'Amérique témoignent de ce changement dans les relations entre états dans la région, dû aussi en partie au manque de légitimité des régimes. En envahissant le Koweït, Saddam visait un triple objectif : Alléger la dette extérieure(80mds de \$), renforcer sa position parmi les états producteurs de pétrole et sur le plan géostratégique, dégager les accès irakiens au Golfe. Il faisait évidemment peu de cas de la souveraineté du Koweït et cela ne pouvait laisser sans réagir la Ligue arabe, qui condamne rapidement l'Irak, il est vrai à la demande expresse du président Bush, ce qui permet l'internationalisation rapide du conflit. Chaque état a sa raison d'agir : la Syrie en raison de son différend avec l'Irak, mais aussi de sa délicate position au Liban, la Jordanie sa proximité, le Yémen son opposition à l'Arabie Saoudite. Mais le rôle- clef est détenu par l'Egypte qui retrouve son leadership au sein du monde arabe. Israël est tenu à l'écart par les Etats-Unis.

5-L'OCI, Organisation de la Conférence Islamique, qui réunissait des conférences régulières sur les grands conflits du monde musulman.

6- A l'instar de l'Union du Maghreb, UMA, ou du Conseil de Coopération du Golfe, CCG.

Il est certain qu'une certaine stabilité est sortie de la seconde guerre du Golfe, au bénéfice du contrôle américain. Cela a pu écarter pour un temps les perspectives de guerre, et créer les conditions des négociations de paix entre les Arabes et les Israéliens. Mais le revers de la médaille est à chercher sur l'impact du conflit sur les sociétés arabes. Les préparatifs de la guerre, le conflit et ses suites ont accentué le divorce entre les populations et les régimes, comme en témoignent les réactions vite étouffées en Jordanie, en Syrie, au Caire ou même du FIS algérien en dépit de l'aide financière qu'il recevait de l'Arabie Saoudite, sans parler des Palestiniens encore une fois bouclés dans Gaza.

Immense succès militaire pour les USA et leurs alliés, cette guerre fut encore plus répressive contre les populations de l'Irak, les alliés ayant décidé de laisser régner Saddam... Chiites au Sud et Kurdes au Nord payèrent cher de n'avoir pas deviné la stratégie occidentale, qui consistait à garder Saddam pour justifier de garder leurs armées sur le terrain, pour un endiguement de l'Irak et éventuellement de l'Iran. Un consensus étant plus difficile à trouver sur cet état de fait, l'Europe refusa de suivre inconditionnellement les USA au sommet de Charm El Cheikh le 13 mai 1996.

Les stratèges européens ont d'ailleurs d'autres points de vue que les stratèges américains en ce qui concerne l'appréciation du conflit israélo-arabe, et sur la question de savoir si les autres conflits du Moyen-Orient peuvent être réglés indépendamment les uns des autres. C'est cette fameuse question du « linkage » posée par l'Irak au début de la guerre : Il se retirerait du Koweït, si des négociations sur la Palestine sont engagées. Point sensible, car aucun règlement ne saurait être envisagé dans cette région sans une paix équitable.

4- L'hypothèse de la paix.

Bien que la nature des discussions menées à l'été 1999, entre le gouvernement d'Ehud Barak et l'Autorité palestinienne tende à susciter des inquiétudes, en particulier suite à la demande d'Israël de nouveaux délais pour l'application des accords de Wye Plantation d'octobre 1998 qui avaient été l'objet de laborieuses négociations. Tout indique que les conditions politiques, stratégiques et sociologiques du conflit israélo-arabe ont changé au cours des deux dernières décennies. A des espoirs déçus, a succédé un désenchantement conduisant à la démobilisation des acteurs et à un nouveau raisonnement faisant de la paix une possibilité pertinente. En Israël, le changement a affecté les conceptions de la sécurité, la politique et la sociologie des comportements. La doctrine militaire de l'inéluctabilité du conflit et de la nécessité de s'y préparer en permanence, et d'anticiper sur l'adversaire (7) a été durement malmenée en octobre 1973, et est malmenée aujourd'hui au Sud Liban.

7-Mark Heller, « army/society in Israël : The impact of external factors » dans **May Chartouni-Dubarry** : Armée et nation en Israël : pouvoir civil, pouvoir militaire, (« les notes de l'ifri » n°10, ifri, Paris, 1999.)

Le dépassement d'une doctrine purement sécuritaire au profit d'une conception moins primaire de la sécurité s'est opéré à mesure que les Israéliens ont perdu confiance dans l'invulnérabilité de leur armée, et que les stratèges estimaient qu'en dépit de l'échec des états arabes à instaurer une parité stratégique avec Israël (surtout après la possession de ce dernier de l'arme atomique), il ne restait pas à l'abri des missiles comme ce fut le cas en 1991. L'invasion du Liban en 1982, l'Intifada et l'embourbement actuel au Sud Liban ont dégradé l'image d'Israël à l'extérieur et à l'intérieur et fait douter les Israéliens qui se voyaient désormais comme occupants de la terre d'autrui par la force. En outre, les menaces potentielles ont été relativisées par la paix avec l'Égypte, la Jordanie et la paralysie de l'Irak et l'incapacité de la Syrie à tenter quoi que ce soit en solo.

Pour les sociétés arabes voisines, la première brèche dans le refus de l'Etat hébreu a été rendue possible après la semi-victoire de 1973. L'Égypte pouvait songer désormais à sortir d'un conflit de plus en plus ruineux. Les accords de paix ont permis de libérer le Sinaï, objectif central, sans pour autant entraîner les pays voisins qui réaffirmaient leur refus de toute concession. La guerre du Golfe permettait aux Américains d'exercer assez de pression sur Israël pour l'amener à la table des négociations.

Les accords d'Oslo ont traduit ce changement de perception des acteurs, bien que l'unanimité soit loin d'être réalisée autour de certaines questions (statut des réfugiés, des colonies, de Jérusalem, de la répartition de l'eau). La principale manifestation de ce changement réside dans le fait que les Palestiniens sont parvenus à territorialiser un pouvoir politique ; pas encore un état, mais un pouvoir politique radicalement différent des définitions données par les actes antérieurs de l'OLP, la dernière en date étant la déclaration d'Alger de 1988 (8).

S'agit-il d'une paix ou d'une hypothèse demandant à être validée ? De nombreux signes montrent qu'en dépit de l'optimisme des experts qui affirment qu'en quelques mois les négociations pourraient être bouclées, de nombreux obstacles sont encore à franchir. Le Hamas, irréductiblement opposé à un règlement, autant que, du côté israélien les bénéficiaires de l'occupation qui ne sont pas prêts à céder un pouce de terrain, ni en Cisjordanie, ni au Golan, fut-ce au prix d'une guerre civile dont le signe avant-coureur aurait été pour certains l'assassinat de Rabin. Il ne fait aucun doute que le règlement, autant pacifiste devrait-il être, ne saurait que passer à travers corps et âme du radicalisme islamique (Hamas et Hezbollah) et de l'ultra orthodoxie juive, et cela pour le plus grand bien des peuples de la région.

8- Bernard Botiveau, l'Etat palestinien, presse de sciences politiques, Paris, 1999

5- Conclusion.

Comme nous l'avons évoqué, des obstacles de taille résident. Israël ne considère toujours pas l'OLP comme un interlocuteur égal. La poursuite des implantations à Jérusalem, en Cisjordanie, ainsi que la fermeture de Jérusalem à la majorité des palestiniens ne sont pas de bon augure, malgré l'ouverture du passage sur entre Gaza et la Cisjordanie qui présage un développement possible d'un Etat palestinien viable.

Du côté palestinien, la lente acceptation d'un partage du territoire en deux, a rendu plus difficile à l'Autorité palestinienne, à partir de son installation à Gaza en 1994, la tâche de convaincre la population des bénéfices de cette nouvelle situation, alors qu'Israël conservait la majorité de l'espace. S'il est vrai qu'Ehud Barak veut faire avancer les questions relatives au statut final, il ne bénéficie pas d'une base électorale suffisante pour imposer son point de vue, et doit recourir sans cesse à des referendums pour faire assumer une part de responsabilité au peuple qui est plus ou moins las de la guerre.

Ainsi, en proposant de faire avancer les négociations, sans rien céder, ni sur le statut de Jérusalem, ni sur le retour des palestiniens de la diaspora et d'en référer au peuple pour le retrait du Golan, il envoie un message paradoxal aux pays arabes de la région. Tout en espérant compléter les accords de paix déjà signés avec l'Egypte et la Jordanie par un accord territorial avec la Syrie- et par voie de conséquence, actuellement, le Liban, que malgré sa déchéance, les médias occidentaux continuent de considérer comme en reconstruction et en voie de guérison! -, il laisse en suspens donc la diaspora palestinienne et le statut de Jérusalem qui concernent l'ensemble des sociétés de la région. Or l'un des enseignements des deux décennies écoulées est que, si les sociétés arabes se sont découvertes différentes au sortir d'une période où dominait l'idéal d'une homogénéisation politique, la dégradation de leur mode de vie et la conscience d'affronter les mêmes menaces extérieures appellent toujours la résolution globale d'injustices vécues, dont la non-réalisation d'une paix juste en Palestine demeure l'un des signes les plus manifestes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'action des Etats-Unis, de l'Europe, et à sa tête son lanceur le plus déterminé la France, qui a toujours encouragé le dialogue direct et les approches réalistes de la question palestinienne, surtout du côté de l'OLP. L'initiative de recevoir Yasser Arafat en mai 1989 résulte des orientations nouvelles prises par l'OLP impliquant une reconnaissance de l'Etat d'Israël, la renonciation au terrorisme et l'acceptation des résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité de l'ONU. Sans reconnaître l'Etat palestinien proclamé à Alger en 1988, la France n'en demeure pas moins active pour que cette perspective légitime devienne une réalité.

On verra dans le deuxième chapitre comment la situation au Liban a constamment mobilisé la France en raison de son attachement au respect de l'unité, de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays et de sa fidélité aux liens historiques d'amitié et de coopération qu'elle entretient avec lui. Par sa présence diplomatique, mais aussi militaire dans la FINUL, par ses initiatives et ses programmes d'aide et de soutien à la remise en état des services publics, la France n'a cessé de manifester sa volonté de promouvoir un règlement qui exige, dans la situation présente, un ralliement de toutes les forces politiques aux autorités, et la mise en œuvre du processus ouvert par le document d'entente nationale adopté à Taef en octobre 1989 (9). Tout cela, sur fond de réticences européennes et de concurrence avec les États-Unis dans presque tous les domaines.

CHAPITRE DEUXIEME

Chapitre deuxième

La France dans la géopolitique Moyen Orientale.

1-La nouvelle problématique

Le Moyen-Orient, depuis sa formation et sa nomination comme tel dès le début de ce siècle, était et reste encore le théâtre de rivalités régionales et internationales. De ce fait même, il constitue un contexte géopolitique, déterminé par les contradictions et les affrontements engendrés par les trois questions déstabilisatrices récemment mises à jour par ce contexte qui sont de façon sommaire : La Palestine, le pétrole et l'eau.

Espace ou contexte géopolitique, ce Moyen-Orient est du coup même un espace géostratégique et aussi géoéconomique âprement disputé par les plus ou moins grandes puissances. Les plus en vue aujourd'hui dans cette région sont les Etats-Unis et les états de la Communauté Européenne, à leur tête notamment la France. Cette dernière, qui se veut le chef de file de la construction européenne, s'est trouvée en face des Etats-Unis, paradoxalement adversaire et allié en même temps dans cette arène chroniquement agitée et profondément tourmentée, véritables sables mouvants pour l'inexpérimenté qui s'y aventurerait.

2-L'Etat en France : servir une nation ouverte sur le monde.

A défaut d'avoir été une superpuissance militaire, comme les Etats-Unis ou l'Union Soviétique, le pouvoir en France a toujours bénéficié d'un véritable consensus national à propos d'une ambitieuse politique étrangère, bien que le contenu de celle-ci soit longuement sujet à de violentes polémiques et ne débouche pas souvent sur les effets désirés.

Les options de cette politique étrangère sont rarement discutées avec la population elle-même, qui se voit, dès le début d'une crise extérieure, encadrée par des médias envahissants, intoxicants même, et qui prennent souvent fait et cause pour celui dont la cause est pour ainsi dire branchée, sur fonds de massacres collectifs, de déportations de populations, de violence, tellement est imprimé dans la mémoire collective du peuple français, le souvenir de la dernière guerre. Pourtant, quoique le citoyen moyen semble assez désintéressé des questions extérieures, il reste néanmoins assez soucieux du rang de la France et de son prestige dans le monde.

D'ailleurs, la défense des intérêts nationaux, cette mission essentielle de souveraineté, a contribué à forger l'Etat et à donner à la France son identité. Mais cette responsabilité très ancienne est aujourd'hui en pleine mutation. La France étant un pays largement ouvert sur le monde, il n'y a quasiment plus de domaine de l'action de l'Etat qui n'ait un aspect international.

Au-delà des tâches ordinaires traditionnelles que sont la diplomatie et la défense, il s'agit aujourd'hui pour la France de défendre ses intérêts économiques à l'étranger, de promouvoir le rayonnement culturel et linguistique du pays ainsi que de son savoir-faire. Pour l'Etat, on peut résumer ses missions par :

- Promouvoir les intérêts de la France dans le monde
- Renforcer la cohérence de l'action extérieure de l'Etat
- Unifier la politique de coopération et d'aide au développement
- Mieux défendre les intérêts économiques de la France
- Promouvoir l'image de la France à l'étranger

Il convient d'ajouter que le Quai d'Orsay est le seul ministère qui ait une vision globale de l'action extérieure et qui puisse coordonner la communication de la France à l'étranger. L'étendue de son réseau, la présence de services de presse et d'information dans les ambassades et les consulats, la performance de ses réseaux de communication et l'importance des crédits qu'il consacre à la promotion de l'image de la France (36% de l'effort national total) doivent conduire à lui confier un rôle central en cette matière. Enfin il faut remarquer que le réseau diplomatique et consulaire français est le plus dense au monde après celui des Etats-Unis (10).

3-La France face au géant Américain

Cependant, la France, aussi bien dans ses activités politiques et diplomatiques qu'économiques sur la scène internationale, est durement concurrencée par les Etats-Unis qui la regardent comme un trublion gênant dans la mise sur pied de leur « nouvel ordre mondial » mais qui aussi, autre paradoxe, ne peuvent s'empêcher d'avoir de l'admiration pour elle tant elle constitue souvent un « deuxième avis » sur certaines questions et prend de la sorte l'apparence d'un allié dont l'opinion est moins mise en cause que la leur, grâce à la confiance dont elle jouit dans le monde en tant que préservatrice des libertés, de son air apparemment peu soucieux d'exercer une domination quelconque et, surtout, à cause de l'ancienne tradition diplomatique qui donne à son avis un poids international incontesté.

10- La documentation Française- Collection des rapports officiels. Rapport au Premier ministre sur la mission sur les responsabilités et l'organisation de l'Etat présidée par Jean Picq.

A propos de cette concurrence, on attribue à l'ancien président François Mitterrand, les propos suivants : « La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique, une guerre vitale, une guerre permanente, une guerre économique, une guerre sans morts, apparemment. »⁽¹¹⁾ Et de leur côté, les Etats-Unis ne sauraient laisser un moyen pour dominer leur seul concurrent potentiel, l'Europe, et son lanceur acharné, la France.

Si l'on s'en tient au seul marché des industries d'armement ou la demande a été fortement réduite depuis l'écroulement de l'Union Soviétique, la compétition entre les pays industrialisés producteurs d'armements est devenue féroce. On assiste à des marchés ayant une grande ressemblance avec les soldes saisonniers des grandes surfaces⁽¹²⁾. Les prix y sont bradés, dans tous les domaines, mais notamment dans celui de l'aéronautique. Et de surcroît, de multiples pressions diplomatiques et économiques accompagnent le scénario, pour épauler la conclusion d'affaires difficiles, mais avantageuses.

Ainsi, par exemple, bien que l'armée de l'air saoudienne ait opté pour les hélicoptères français « cougar », la commande ne fait que tarder à être honorée.

De même, le choix des missiles français, qui devaient accompagner les patrouilleurs des chantiers de Cherbourg choisis par le Koweït, a été abandonné au profit d'un matériel américain. Au Pakistan, à qui la France avait vendu des sous-marins Agora, la pression fut également forte, mais un atout majeur avait joué en faveur des français, en l'occurrence l'armement nucléaire d'Islamabad, qui fit aussi que les industriels américains ont vu leur acharnement contrecarré par leur Congrès même, qui annula également la vente d'avions F16 à ce pays.

Dans cette concurrence où tous les coups sont permis, les Etats-Unis disposent d'un éventail d'actions majeures qui vont de l'intervention directe du président lui-même auprès de bon nombre de chefs d'états, aux diverses opérations planifiées et exécutées par l'Agence du Service du Contre-Espionnage, la C.I.A. Cette dernière cache de moins en moins quelques-uns de ses objectifs.

(11)-CONDURIER Hubert »Le monde selon Chirac. Les Couloirs de la Diplomatie Française «.
Calmann-Levy, Paris 1998 P 254.

(12)- Ainsi, très récemment, le 26 octobre 1999, une super foire des armements était ouverte dans l'Emirat d'Abû Dhabi, où les Américains ont réussi à vendre 80 avions F16 aux Emirats. Les U.S.A. étaient le plus gros vendeur, représentés par des marines en civil qui faisaient le métier de représentants de firmes, qui cassaient les prix et qui en même temps imposaient des limitations aux autres vendeurs. Parmi ces derniers, il faut noter la France, plusieurs pays européens, et surtout la Russie dont le pavillon était bondé, et où se côtoyaient Libyens, Iraniens, Yéménites... et autres. La concurrence est acharnée.....
A.B.C. News. 26 octobre 1999.

Son président Georges J. Tenet a déclaré tout récemment lors d'une audition du Congrès à propos d'une redéfinition de ses missions : «il existe un très grand nombre d'informations que l'Agence peut communiquer : Négociations économiques en cours, collusions entre industries étrangères et Etats étrangers, opérations dirigées par des services de renseignement étrangers à l'encontre des intérêts des firmes américaines... »(13). En fait, après la chute du mur de Berlin, le renseignement économique et technologique a, en effet pris le pas sur le renseignement « traditionnel », et est devenu l'activité majeure et déterminante des activités de la C.I.A., dont la mission était jusqu'alors de combattre la menace soviétique. Et cette activité va jusqu'à monter un bon nombre d'opérations de désinformation. Comme par exemple, pour écarter les Français du marché de renouvellement de la flotte aérienne de l'Arabie Saoudite, la C.I.A. aurait produit des enregistrements de conversations entre des industriels français et des proches de Saddam Hussein.

C'était suffisant pour irriter les responsables du Royaume. Une autre opération de désinformation, c'est un rapport du Congrès américain largement repris par la presse, soulignant que la France était devenue le premier vendeur d'armes dans les pays du Tiers-Monde, visant à faire paraître la France en train de détourner les fonds que ces pays destinaient à leur développement économique au profit de l'achat d'armements. Ou encore, un article paru dans le Washington Times le 5 septembre 1996, accusant Paris de s'être engagé en dépit de l'embargo à livrer des missiles « Magic 2 » pour les Mirages iraqiens. Tout cela ne manque pas d'irriter fortement Paris, d'autant plus que l'emprise américaine sur les pays arabes pétroliers est largement suffisante à elle seule pour contrer l'action française.

D'ailleurs, dès le début de la guerre du Golfe, les Américains étaient présents en Arabie Saoudite et dans les pays voisins pour mesurer l'ampleur de la reconstruction future et les réseaux sur lesquels ils pourraient s'appuyer pour y faire face. Les Etats-Unis ont déjà prélevé sur les finances des états pétroliers le remboursement des investissements engagés et l'Arabie Saoudite a payé pour plus de 50 milliards de dollars contre une quantité superflue d'armement, ce qui a placé du coup le Royaume dans une situation financière délicate...

D'autre part, lors d'un passage au Koweït du secrétaire américain à la défense, les experts qui l'accompagnaient, ont obtenu sur la foi de photos satellites signalant de (prétendus ?) mouvements de troupes iraqiennes, un contrat de 500 millions de dollars pour la seule construction d'une base où seront déployés des avions F-16...

13- CONDURIER Hubert »Le monde selon Chirac. Les Coulisses de la Diplomatie Française ». Calmann-Levy, Paris 1998. Page 252.

Sous d'autres latitudes, en sortant un peu du sujet, mais pour mieux embrasser l'étendue de la concurrence, la C.I.A. ne manque pas de recourir à encore d'autres moyens que l'on pourrait qualifier de déstabilisation sociale. Le succès d'Ariane, œuvre européenne il est vrai, mais à forte dominante française, n'a en effet pas laissé indifférents les Américains qui possèdent la suprématie spatiale et sont jaloux de la conserver. Ainsi, la Guyane, département français d'outre-mer, et qui sert comme base de lancement pour Ariane, et où sévit une immigration incontrôlée, connaît régulièrement des troubles sociaux. Selon une enquête des services secrets français, les émeutes de novembre 1996 résulteraient de provocations d'agents américains basés en Guyane. Leur objectif aurait été, selon le magazine « L'Expansion » de porter atteinte au projet Ariane (14).

En plus, il faut noter que la C.I.A. possède en Suisse des officines très actives dont le but est de révéler éventuellement aux médias le système des transactions et des commissions versées et perçues, pour mettre en péril de scandale toute affaire ou transaction jugée inconvenante par Washington.

Tout semble donc comme si la mécanique américaine fait figure de rouleau compresseur avec sa banque spécialisée dans le financement à l'export, et ses cohortes de sous-secrétaires d'état mobilisables à tout instant pour aller convaincre tel ou tel chef d'état, ou encore ses ambassadeurs spéciaux œuvrant pour la vente d'armements un peu partout dans le monde.

A ajouter que l'une des innovations majeures de la diplomatie américaine en cours de réalisation ces dernières années, est la création d'une sorte de chambre d'opération nommée « Chambre de guerre », « War room » placée sous la direction du Secrétaire d'Etat au Commerce et alimentée par la C.I.A., le Département d'Etat, le Secrétariat à la Défense et le Patronat Industriel. Cette « Chambre » permet de coordonner toutes les informations utiles à la guerre économique. Cette diplomatie du négoce est l'axe essentiel de la politique étrangère américaine qui vise à conforter les exportations. Elle aurait permis, semble-t-il, la signature de plus de 200 contrats majeurs depuis 1993 et favorisé du coup la création de 1,5 millions d'emplois, ce qui expliquerait du coup la spectaculaire récession du chômage aux Etats-Unis.

4-La tentative de retour en force

En 1994, une délégation française conduite par le Premier ministre à l'époque, M. Edouard Balladur, atterrit en Arabie Saoudite, à Riad, dans l'espoir de relancer les relations franco-séoudiennes tombées au plus bas sur le plan commercial depuis la libération du Koweït par la coalition occidentale.

14- Cité par Philippe Gallard dans « L'Expansion », septembre 1997.

L'objectif de cette visite était que la France puisse enfin tirer les dividendes de son engagement dans la campagne « Tempête du Désert » qui l'avait conduite à se priver du marché iraquien du temps où l'Irak était un allié commercial privilégié.

La visite fut effectuée suite à l'insistance des responsables industriels, mais les résultats ne furent guère encourageants. En premier lieu, les finances étaient en fort mauvais état, les Américains ayant déjà tiré tout le profit que pouvait représenter le riche Royaume pétrolier. Suite à cela le budget avait baissé de plus de 20% et par conséquent il n'était plus question de largesses comme par le passé. Donc les Français, à cause de leur retard, durent en somme se contenter des restes, et, après des négociations assez tièdes, se mirent d'accord avec les Saoudiens sur le carénage de trois frégates et de la maintenance de certains matériels comme les lance-missiles « Crotale ». Pour ne pas dire un échec total, des résultats fort médiocres.

En 1995 M. Jacques Chirac est élu président de la république, la France change non seulement de visage mais aussi de style dans ses relations internationales. A ce propos, les médias rapportent citant les diplomates français ce qui suit : « Quand M. Chirac a été élu, des diplomates américains furent reçus à Matignon pour diverses raisons, mais qui nous demandaient ce qui allait vraiment changer...France is back, leur a-t-on répondu, la France est de retour...Tel est l'état d'esprit des nouveaux technocrates qui arrivent aux affaires en 1995 »⁽¹⁵⁾. Apparemment, ces technocrates sont convaincus que la politique suivie par l'ancien Président, M. François Mitterrand, avait enfermé la France dans l'immobilisme, et que seul le volontarisme ou l'agressivité politique et diplomatique pouvaient faire retrouver à la France sa voix sur la scène internationale. C'était donc la voie à suivre.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, la nouvelle administration française choisit d'opérer à partir de l'Arabie Saoudite. Donc dès juillet 1995, le Président français y débarque. Le roi Fahd, malgré l'embolie cérébrale qui l'a frappé quelques mois auparavant, et dont il se remet lentement, tient à accueillir en personne le président français, démontrant ainsi que, s'il ne s'agit d'une volonté d'affranchissement de la tutelle américaine, c'est du moins un rapprochement vers la France.

En conclusion de cette visite, plusieurs contrats sont signés, mais ils sont toujours considérés insuffisants par les industriels français. Les spéculations commerciales françaises sont donc toujours considérées comme fragiles en Arabie et n'arrivent pas à s'implanter comme il se doit. A cause de cela, la priorité pour le gouvernement français est donnée au maintien des positions acquises aux Emirats Arabes Unis, ce qui ne se produit pas sans difficultés, car

15- CONDURIER Hubert »Le monde selon Chirac. Les Coulisses de la Diplomatie Française ». Calmann-Levy, Paris 1998 page de couverture.

les concurrents ici ne sont pas seulement les Américains, mais aussi les Britanniques qui sont à l'affût, même au Qatar où la France, il faut en convenir, détient et monopolise 90% du marché des armements.

Mais, cette monopolisation n'a pas pu empêcher deux sociétés américaines de remporter le marché du nouvel aéroport de Doha, un investissement de plus de 100 millions de dollars. La France doit donc multiplier les efforts.

Le président français ne manque pas d'enchaîner ses actions au Moyen-Orient. Il le fait du côté du Liban et de l'Égypte. Début avril 1996, M.Chirac entreprend son premier voyage officiel au Liban. Il est le premier chef d'état français à s'y rendre. Il prononce un grand discours devant le Parlement et organise des rencontres avec toutes les parties libanaises. Il effectue une visite à Nakoura au Sud Liban, là où s'installe le quartier général des casques bleus. En bref, la France réaffirme une fois de plus son soutien à l'indépendance du Liban et à sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire.

Le 8 avril 1996, le chef de l'Etat français est en Égypte. Il prononce au Caire une allocution importante, exprimant son ambition de construire un pont entre les deux rives de la Méditerranée et déclare le retour de la France dans la région par les termes suivants : « La politique arabe (de la France) doit être une dimension essentielle de sa politique étrangère. Je souhaite, dit-il, lui donner un élan nouveau dans la fidélité aux orientations voulues par son initiateur, le général De Gaulle » (16).

D'un autre côté Israël, et d'autres pays ne semblent pas trop apprécier les mouvements du président français, et tentent de saboter sa visite au Moyen-Orient. Ainsi, conforté par son statut d'allié privilégié, sinon organique des Etats-Unis, l'Etat Hébreu lance quelques jours plus tard une opération de grande envergure contre le Liban. Cette opération, baptisée « Raisins de la Colère » se révèle extrêmement violente et meurtrière, et aboutit au massacre à Cana (17) de quelques cent personnes, toutes civiles. Les bombardements israéliens s'étendent jusqu'à la capitale libanaise et ses environs. Les réfugiés affluent du Liban Sud et encombrant les routes, elles-mêmes prises sous le feu de l'aviation et de la marine israélienne. Les dégâts sont importants et une centrale électrique construite par la France, et située au Nord de Beyrouth est partiellement détruite. Un message pourrait être perçu derrière le drame : tenir Paris à distance des affaires moyen-orientales et à fortiori des restes du conflit israélo-arabe.

16-En plus, la presse égyptienne a consacré à la visite de M. Chirac de larges commentaires positifs..

17- Village au Liban Sud.

Le Président français semble alors pris au piège par son engagement en faveur du Liban, incapable de se défendre, non défendu par la Syrie, elle-même incapable de s'opposer de front contre les agressions subies par son infortuné protégé. Au risque de se désengager, ce qui aurait des conséquences néfastes sur le prestige de la France, le président français ne peut pas rester les bras croisés devant cet état de choses qui rappelle l'invasion du Liban en 1982, quatorze ans auparavant. Il met toute la diplomatie française en action. Il appelle le président américain Clinton et lui demande d'agir sur Israël pour calmer le jeu, puis le Premier ministre israélien Pères pour l'inciter à la modération. Mais en vain. Les attaques du Hezbollah ont fait perdre toutes les patiences du monde, et les Israéliens semblent vouloir nettoyer le terrain en mettant la pression maximale sur le Gouvernement libanais par le biais de son peuple pour qu'il arrête toute action de résistance à l'occupation du Sud Liban. Cela tout en sachant que les pressions devraient être exercées ailleurs pour ce résultat. En plus, contacté par le Gouvernement libanais, le Département d'Etat a prévenu que les Etats-Unis n'interviendraient pas avant plusieurs semaines.

Mais la France ne désarme pas et son appui pour le Liban est sans faille. Le chef du Gouvernement libanais, M. Hariri entame un périple international pour défendre la cause libanaise et faire face à l'agression par les moyens diplomatiques. Pour cela il passe des journées entières à Paris où le président français, usant de son influence, lui organise les rendez-vous avec les émissaires européens des pays auprès desquels le Premier ministre cherchait l'appui nécessaire pour défendre la cause du Liban. Par ailleurs, à chaque fois que le président français reçoit de son côté un ambassadeur arabe en poste à Paris, il consacre assez de temps au problème du Liban, au risque de lasser son interlocuteur (18).

Ne s'en tenant pas à cela, M. Chirac dépêche M. Hervé de Charrette, le chef de la diplomatie française, sur le terrain même du conflit. Ce dernier effectue une tournée dans la région et rencontre tous les responsables. Finalement, au bout d'entretiens âpres et difficiles avec toutes les parties belligérantes, le ministre français, qui est resté en contact permanent avec son président, réussit à faire accepter son plan qui vise à arrêter les hostilités et à mettre en place un comité de surveillance prévu pour examiner les manquements au cessez-le-feu entre le Hezbollah et Israël. Le comité, basé à Naqoura au Sud Liban, comprend un Français, un Libanais, un Américain, un Israélien et un Syrien.

Le sentiment d'avoir forcé les portes pour reprendre pied dans une région où l'influence française reste modeste, comparée à celle des Etats-Unis, emplît Paris d'un certain sentiment de satisfaction. Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut Français des Relations Internationales, résume le succès

18- Voir CONDURIER Hubert «Le monde selon Chirac. Les Couloirs de la Diplomatie Française ». Calmann-Levy, Paris 1998, chapitre 4.

français au Moyen-Orient par un article au quotidien parisien « Le Figaro » intitulé : « Chirac, un 'sans faute' en politique étrangère ». La gestion diplomatique de M. Chirac atteint son zénith. Pour la première fois depuis longtemps, Paris s'est introduit dans la gestion sécuritaire de la région.

Parallèlement, la popularité de la France et de son président sont en forte hausse dans le monde arabe. L'émir de Bahreïn, s'adressant à M. Camille Cabana, directeur de l'Institut du monde Arabe à Paris, lui confie : « Jacques Chirac, c'est notre leader » (19). En revanche, en Israël, la situation est tout à fait différente, et Paris cherche une action de rééquilibrage.

5-A la recherche d'un statut d'arbitre

Pour maintenir une position à laquelle il s'est difficilement hissé, Paris choisit de prendre un statut d'arbitre, qui facilitera ses interventions ultérieures en le mettant dans la confiance de tous.

Le président français est de retour dans la région. Le 20 octobre 1996, il reçoit un accueil aimable en Syrie. La réception est d'ailleurs très minutieusement préparée pour que le voyage du président soit une réussite totale. De plus, un grand dîner est offert le soir même au palais présidentiel et M. Jacques Chirac est décoré du Grand Ordre des Omeyyades... !

Le fait qu'il ait entamé sa visite par la Syrie, visite qui doit le conduire plus tard en Israël, en Jordanie et au Liban, ne doit rien au hasard.

La France reconnaît par-là clairement à la Syrie un rôle essentiel dans le conflit israélo-arabe. Une complicité implicite si l'on peut dire, que les dirigeants israéliens ne trouvent pas à leur goût, comme le laisse entendre le ton grinçant du Jérusalem Post : « M. Chirac a eu droit ce week end à Damas à une réception exceptionnelle... ». En réalité ce manque de chaleur et d'enthousiasme est bien compréhensible de la part des Israéliens, car le président français a de nouveau appuyé la position syrienne selon laquelle tous les pourparlers avec Israël devraient s'appuyer et avoir pour base la promesse verbale qui aurait été émise par Itzhak Rabin avant son assassinat, de restituer le Golan à la Syrie dans sa totalité en échange de la paix.

Le renfort que la France apporte à la Syrie est d'autant plus précieux que les rapports du président syrien avec le secrétaire d'état Warren Christopher, sont alors très mauvais suite à l'intransigeance de Damas lors des négociations de paix entamées à « Wye Plantation » avec les Israéliens. De toute façon, la France cherche dans ses nouveaux rapports avec la Syrie à substituer celle-là à l'Irak comme un point d'appui dans la région.

19- Voir CONDURIER Hubert «Le monde selon Chirac. Les Couilles de la Diplomatie Française ». Calmann-Levy, Paris 1998, chapitre 4.

Le lendemain de sa visite en Syrie, le président français arrive en Israël. A l'heure du dîner à son honneur au palais présidentiel, M.Chirac prononce un discours réintroduisant la demande européenne d'un « coparrainage du processus de paix », ce qui ne manque pas de susciter des remous dans l'auditoire.

Au fond l'attitude de la France à l'égard du conflit israélo-arabe ne s'est guère modifiée depuis le général De Gaulle, et M. Chirac n'est pas très différent de son prédécesseur M. François Mitterrand dans son approche de la question moyen-orientale. Il se comporte conformément à la tradition française depuis la guerre de 1967. Cependant son approche est plus claire et des changements sont à prévoir avec lui.

Le mardi 22 octobre, le président français et son équipe sont en visite à Jerusalem-Est. Ils franchissent à pied l'une des vieilles portes de la muraille qui ceinture la ville. Les journalistes qui attendent le président s'engouffrent à sa suite. Mais l'important dispositif qui a été déployé par les autorités israéliennes, maintient cameramen et représentants de la presse écrite et visuelle à distance. Enervés par l'impossibilité de communiquer avec le président français, et cherchant par tous les moyens à recoller au peloton présidentiel, certains journalistes sèment le désordre et sont bousculés sans ménagement par les soldats. D'autres sont violemment malmenés, alors que quelques-uns se retrouvent plaqués contre le mur comme s'ils étaient soupçonnés de vouloir mener quelque acte de subversion.

Remarquant la tournure des choses, M. Chirac s'arrête une première fois pour permettre aux journalistes de rejoindre la délégation présidentielle, mais les soldats les séparent définitivement quelques instants plus tard. Le président commence à trouver pesant ce déploiement de force qui l'empêche de communiquer avec les Palestiniens présents sur le parcours et qui l'accueillent aux cris de « vive la France », avant d'être violemment repoussés par les soldats vers les bâtiments ou les boutiques dont les volets sont tout de suite brutalement fermés. Dans ce tumulte M.Chirac commence à perdre son flegme et devient nerveux.

Enfin après s'être fait copieusement écraser les orteils, et avoir perdu quelques boutons de sa veste, le président, excédé, attrape le responsable du service de sécurité israélien par le col de sa veste et lui lance, dans un anglais approximatif : « ça suffit, cela n'est pas de la sécurité, c'est de la provocation. Qu'est-ce que vous cherchez ? Que je reprenne tout de suite mon avion pour Paris ? It is not a method ! »

Cette vive réaction révèle la nature du président français et désigne les limites à ne pas dépasser avec lui. A ce propos, « La Libération » titre le lendemain : « Chirac fait son Intifada »⁽²⁰⁾ et la presse française retrouve les réflexes nationaux pour rejoindre dans le ton ce journal.

Mais l'incident qui vient d'avoir lieu, ne tarde pas à trouver sa réplique quelques heures plus tard. En effet la délégation présidentielle arrive au Saint Sépulcre ou l'attendent les patriarches des différentes communautés chrétiennes qui en ont la garde depuis de siècles. M.Chirac visite la crypte du Tombeau et se dirige vers l'église Sainte-Anne. L'église est construite sur un terrain qui a été cédé à la France par l'empire Ottoman à l'époque de Napoléon III, et par conséquent le lieu jouit du droit d'extraterritorialité. Le président demande à l'escorte israélienne de quitter l'église. Les soldats hésitent un instant. Le président se fait plus ferme. Ils finissent par évacuer l'endroit.

La visite de Jérusalem Est se termine par une allocution prononcée devant la foule, au cours de laquelle le président rappelle la position inflexible de la France vis-à-vis de l'annexion de Jérusalem par les Israéliens et profite de l'occasion pour rappeler que la solution optimale est que la ville doit rester ouverte aux trois religions monothéistes : Chrétienne, juive et musulmane.

Cette journée tendue est suivie par un entretien entre le président français et le Premier ministre israélien. Ce dernier en profite pour présenter ses excuses publiquement et impute le tumulte et la nervosité des forces de sécurité, à la nécessité de prendre des mesures très strictes en ce qui concerne la sécurité des chefs d'Etat depuis l'assassinat d'Itshak Rabin. Acceptant l'explication, M.Chirac déclare l'incident « clos ». Mais en fait, certaines sources considèrent que « lors de la préparation du voyage, les Français n'avaient pas écarté l'hypothèse d'un incident diplomatique dont les conséquences avaient, semble-t-il, été soupesées à l'aune du regain de popularité que l'on pouvait attendre dans le monde arabe. Il n'est pas exclu, en outre, que les Israéliens aient voulu leur donner une leçon »⁽²¹⁾.

Reçu le lendemain à Ramallah, M.Chirac est accueilli en libérateur aussi bien par l'autorité palestinienne que par la population.

Enfin, le président termine son périple le 25 octobre par un arrêt à Beyrouth chez les Libanais qu'il qualifie de « nos amis de toujours ».

Apparemment, le bilan du voyage reste en demi-teinte, le sentiment prédominant de la délégation française étant d'en avoir fait un peu trop, au risque de s'afficher ostensiblement en faveur d'un camp contre l'autre, disqualifiant du coup même celui qui prétendait jouer un rôle d'arbitre dans le processus de paix. Au total cette prise de pied au Moyen-Orient est une réussite.

20-Allusion à la révolte des pierres de Cisjordanie et de Gaza.

21- Voir CONDURIER Hubert «Le monde selon Chirac. Les Coulisses de la Diplomatie Française ». Calmann-Levy, Paris 1998, page 153.

Mais pour faire valoir ses bons offices, il lui faut calmer le jeu avec les Israéliens. Pour cela, le président français essaie d'atténuer les effets négatifs de son voyage à Jérusalem : Il reçoit à l'Élysée les représentants de la communauté juive française à l'occasion du cent quatre vingt dixième anniversaire du « Grand Sanhédrin » marquant l'intégration des Juifs dans la nation française. Les Israéliens de leur côté se montrent de plus en plus accueillants, en recevant les personnalités françaises chez eux dans le but de normaliser les relations franco-israéliennes.

6-L'économie en déphasage avec la politique.

La nouvelle diplomatie française tente au Moyen-Orient de s'acquérir des marchés jusque là réservés aux autres ; d'autant plus que les orientations du président Chirac en matière d'économie sont axées sur le profit à court terme. L'action diplomatique pour lui doit aboutir dans l'immédiat à des résultats économiques notamment dans les exportations. En d'autres termes, M.Chirac substitue la diplomatie du « service économique » à la diplomatie du « cocktail ». D'ailleurs, il s'était voulu clair lors de la traditionnelle réunion des cent soixante-trois représentants de la France à l'étranger, tenue à l'Élysée le jeudi 29 août 1996. Le chef de l'Etat leur souligne la nécessaire évolution du métier diplomatique en disant : « Un français sur quatre travaille pour l'exportation. Et ce chiffre devrait augmenter avec les perspectives de forte croissance en Asie et en Amérique Latine... N'oubliez jamais qu'un milliard de francs d'exportations permet la création de mille emplois pendant trois ans... Ce combat de tous les jours pour l'exportation, combat dans lequel je me suis investi... est aussi votre combat ». Puis il ajoute : « Je vous demande d'en faire une forte priorité dans vos actions, d'être les avocats efficaces de nos entreprises auprès de vos autorités locales. De prendre lors de vos séjours en France, à Paris ou en province, tous les contacts appropriés pour alerter nos grands groupes, mais aussi nos petites et moyennes entreprises sur les possibilités que peuvent offrir vos pays »(22).

Ce credo en faveur d'une diplomatie économique plus active, M.Chirac en fait l'un des axes de sa politique. Mais les difficultés ne sont pas à sous-estimer, pour mettre en application ces nouvelles orientations de la politique française. Ces difficultés sont intrinsèques et extrinsèques à la fois. Il y a d'une part la compétitivité parfois insuffisante de l'économie française, et d'autre part une conjoncture internationale inadéquate.

22- Voir CONDURIER Hubert «Le monde selon Chirac. Les Couloirs de la Diplomatie Française ». Calmann-Levy, Paris 1998, Page 159.

Si l'on prend comme exemple le Liban où le président français s'est profondément investi diplomatiquement, les résultats obtenus dans le domaine économique sont assez satisfaisants sans pour autant être très encourageants. En fait, depuis l'arrivée de M.Chirac à l'Elysée, la France a repris des parts de marché perdues au profit des Allemands (construction de l'aéroport) et des Italiens (réseau d'électricité), plus compétitifs jusqu'alors. L'attribution à Bouygues de la construction de l'autoroute Beyrouth Damas, à Schneider la réhabilitation des sous-stations électriques et à Alcatel et France Télécom l'organisation du téléphone cellulaire, dément le constat abusé de certains diplomates français qui estimaient, il y a quelques années, que l'attachement de la France à ce pays manifesté dans de nombreuses enceintes internationales ne lui valait aucune retombée économique (23). En fait, de quelques vingt-cinq en 1990, le nombre d'entreprises d'investissement au Liban est passé à cent trente huit en 1999, et occupe la première place, talonné de près par les Etats-Unis, l'Italie et l'Allemagne.

On ne peut pas en dire autant en Syrie où la récolte a été moindre et le marché limité, en majeure partie à cause du système economico-politique en vigueur, plus qu'à une mauvaise volonté de coopération. Cependant, des contrats ont été signés concernant Airbus, télécommunications et matières économiques.

Il va sans dire que les perspectives sont immenses dans ces deux pays surtout dans une vision d'installation d'une paix durable et de normalisations ultérieures des relations avec Israël.

Mais, les quelques contacts franco-libanais et franco-syriens n'ont pas manqué de susciter les critiques de la presse américaine. Après le dernier passage de Jacques Chirac dans la région, le New York Times écrit : « La France n'a que trois objectifs : L'argent, l'argent et l'argent... ». De toute façon, la diplomatie chiraquienne, dont les retombées économiques restent largement inférieures aux conséquences diplomatiques, rencontre des difficultés qu'il faut chercher du côté de l'Europe et de ses relations déséquilibrées stratégiquement et politiquement avec les Etats-Unis. En fait, la Communauté Européenne est frappée d'un malaise ressenti sous différentes formes, malaise qui ne manque pas de se répercuter sous différentes formes sur l'action de la France. Or, bien que la France et l'Allemagne soient les champions de la construction européenne, la France prend souvent une allure plus rapide et impulsive qui l'isole, surtout dans la forme que prend le reproche qu'elle adresse à ses partenaires sur certains sujets délicats. Le président français, qui se veut alors le porte-parole des Européens n'hésite pas, le cas échéant de les réprimander dans un langage très direct.

23-Maurice Vaisse, « La grandeur, politique étrangère du général De Gaulle, Fayard, 1998.

Ainsi, le président du conseil italien, Lamberto Dini, en fera l'expérience à propos des éleveurs corréziens, pénalisés par la dévaluation de la Lire italienne. Les Néerlandais, eux, seront accusés en un langage fort peu diplomatique d'être, « un supermarché de la drogue, et de ne pas contrôler leurs frontières »⁽²⁴⁾. Autant dire que cette propension française à se comporter de la sorte ne recueille pas l'assentiment général, surtout quand M.Chirac mène sa diplomatie en solitaire au Moyen-Orient.

Mais là où le président français en a fait l'expérience la plus cruciale dans ses rapports avec ses homologues européens, c'est lors de la décision de la France de reprendre les essais nucléaires, annoncée le 13 juin 1995. Sept tirs ont été prévus, puis ils ont été ramenés à six, après les critiques ouvertes formulées. Ainsi pour désamorcer ces critiques, Paris annonce un peu plus tard qu'il signerait en 1996 le traité d'interdiction complet des essais nucléaires, qui, on le sait aujourd'hui, n'a pas encore été ratifié par ceux qui ont été ses lanceurs acharnés au début, les Etats-Unis. D'ailleurs, cette bataille des essais, qui a déstabilisé Paris les premiers jours, va être conduite pendant plusieurs mois par l'Elysée, qui va riposter.

Le problème auquel la France doit faire face, c'est la crise qu'engendrent les tirs au sein de l'Europe. L'Allemagne, dépourvue de l'arme nucléaire, soutient la France tout en déplorant avoir été mise devant le fait accompli, mais ce n'est pas le cas de tous les pays européens, notamment la Grande-Bretagne. Pour ressouder les rangs, M.Chirac propose une « discussion concertée » où la France et la Grande-Bretagne remplaceraient le parapluie nucléaire américain. Or les Européens, par la voix de leurs presses respectives ne manifestent pas le désir de voir la France prendre un quelconque leadership en la matière.

Le 16 novembre 1996, sous la pression des Etats-Unis, quinze états votent à l'ONU, une résolution exigeant « l'arrêt définitif » des essais. Les anciennes colonies françaises apportent leur soutien à la France, tandis que l'Allemagne, l'Espagne et la Grèce choisissent de s'abstenir, mais pas les Belges et les Italiens pourtant très proches diplomatiquement et politiquement de la France, qui découvre un peu avec stupeur que sa force de frappe, qui appuie son statut de puissance nucléaire, est contestée par certains de ses partenaires européens, menés par les Etats-Unis. Et par la même occasion elle constate que le poids de la mondialisation trace les limites de son action. Ces limites qu'elle tente de franchir chaque fois que la situation lui permet de le faire, comme cela a été le cas au Moyen-Orient.

24- Voir CONDURIER Hubert »Le monde selon Chirac. Les Couloirs de la Diplomatie Française ». Calmann-Levy, Paris 1998, Page 374.

Mais tant que le processus de l'Union européenne reste fragilisé par l'emprise américaine, la France et l'Europe ne peuvent mener leur action diplomatique en toute liberté. Reste que les pays amis de la France tel que le Liban, doivent comprendre le manège et s'employer à une diplomatie flexible et adaptée à la fois, compte tenu d'une conjoncture internationale souvent peu favorable.

7-Conclusion

Depuis, le processus de paix a franchi une étape décisive en s'engageant dans la direction préconisée par la France depuis vingt ans, un dialogue direct entre Palestiniens de l'OLP et Israël. La France est en outre engagée de façon très active dans les négociations multilatérales qui préparent l'organisation d'un Moyen-Orient. Elle reste vigilante sur l'avenir du Liban dont la pleine souveraineté et l'intégrité territoriale doivent être assurées (25). Les évolutions ont permis à la France de redonner un caractère normal à ses relations avec l'état d'Israël, qu'il s'agisse de l'abolition de l'obligation de visa ou du développement de coopérations dans les domaines scientifique et technique ou militaire. Elle apporte enfin, avec ses partenaires de l'Union européenne, une aide décisive à l'administration palestinienne pour lui permettre de se mettre en place.

CONCLUSION

Conclusion générale

En France, Il a paru pendant un temps que la nouvelle politique américaine permette à M.François Mitterrand, et à son fidèle ministre des affaires étrangères Roland Dumas, de guérir la France de toute nostalgie gaulliste et de supprimer ce qui pouvait rester de sympathie dans l'opinion française à la « cause arabe », qu'il s'agisse du conflit israélo-arabe ou de l'aspiration historique à l'unification, à l'indépendance vis-à-vis des grandes puissances ou à la modernisation sur le mode laïc. Ce basculement de la politique française entraîna la démission un peu tardive, en janvier 1991, du ministre de la défense M. Jean-Pierre Chevènement, pourtant socialiste lui-même, qui eut de plus en plus de mal, au fur et à mesure que les jours passaient, à supporter les rodomontades guerrières et les atmosphères médiatiques de lynchage moral de l'Irak qui entouraient l'opération « Tempête du Désert ». Du côté du RPR qui avait pourtant établi de si bonnes relations avec le régime irakien, et plus particulièrement M.Chirac, ce fut un silence opaque.

La guerre terminée, M.Roland Dumas, dans une longue interview du 12 mars 1991 au journal *Le Monde*, expliqua avec jubilation que le nationalisme arabe était un mythe que les événements récents avaient détruit définitivement, et donc que la politique arabe de la France du général De Gaulle avait été bâtie sur ce mythe nocif. « Il serait plus juste, dit le ministre des affaires étrangères de parler de la fin d'un double mythe. Evoquer le « monde arabe » est un mythe en soi, une « politique arabe » en est un autre. Soyons clairs. La France a une politique étrangère appuyée sur des principes. Avec les pays arabes, nous entretenons des relations historiques, d'intérêt. Nous conduisons des politiques qui, dans leur déroulement quotidien, ne sont pas les mêmes. La politique arabe du général De Gaulle était une succession d'illusions. Le mythe a la vie dure.

Mais comme on l'a vu, la suite des événements donna un démenti à ces paroles, par l'action « gaullienne » du président Chirac, pour qui la France devait avoir son propre avis, non aligné automatiquement sur la politique étrangère américaine, comme il en a été le cas pendant la guerre du Golfe.

Aussi, même pendant la période de l'« alignement inconditionnel » à la politique américaine, en septembre 1990, une intervention du président Mitterrand fit voir que la France ne pouvait être qu'elle-même, lorsque à la tribune des Nations Unies, lors de l'Assemblée générale, il évoqua la nécessité d'une expression démocratique du choix du peuple du Koweït, quant à son régime politique, une fois la souveraineté retrouvée. Et, mettant du baume sur le cœur des opprimés, il rappela le problème des Palestiniens « en proie à la désespérance » et celui du Liban « occupé par des forces étrangères ». La

tradition révolutionnaire et républicaine française a, sous tous les régimes, affirmé sa spécificité par rapport au nouvel ordre américain.

Mais, par deux fois, au XXème siècle, les Etats-Unis avaient sauvé la France et l'Europe de l'abaissement et de la servitude. Pouvaient-elles se tenir à l'écart ?

A la fin du mois de janvier, 1991 la démission de M.Chevènement vint parachever l'alignement sans réserve de la politique française sur celle des Etats-Unis. En octobre 1990, la France s'inclinait devant la volonté américaine au Liban, qui confirmait la tutelle syrienne sur le pays. Le RPR, qui avait soutenu avec beaucoup de bruit le général « rebelle » se faisait soudain silencieux. La France se retrouvait désormais l'alliée de la Syrie dans la bataille suprême contre le totalitarisme iraquien menaçant la paix du monde...

Cependant, avec l'avènement du président Chirac ce sont les anciens principes qui prévalent à nouveau pour la France, et à sa traîne l'Europe. Pour que la paix et la stabilité soient possibles au Moyen-Orient, il faut que le droit international et les droits de l'homme cessent d'être honteusement manipulés pour favoriser les uns et punir au-delà de toute raison les autres. Aucune paix ne pourra s'établir sur les sables mouvants des concepts juridiques ambigus, de l'abus de droit en certains lieux, de l'absence de droit en d'autres lieux. Une « Real politik » qui ne s'appuie sur aucun pilier, ou sur des piliers branlants, ne porte pas vraiment son nom.

Si, ni le droit et la justice, ni la prospérité économique et l'égalité des chances entre les hommes au Moyen Orient ne constituent les fondements de la politique des puissances occidentales, Etats Unis ou Europe, la paix stable et durable ne pourra se réaliser. « Ce sera toujours le monde des paix virtuelles télévisées et des rêves économiques naïfs, qui ne supprimeront pas les causes objectives des violences et des souffrances du monde réel »(26).

Il ne faudrait pas, d'autre part imputer au seul Occident la responsabilité de tout ce qui se passe actuellement, bien que sa responsabilité dans le déclenchement du conflit soit indéniable, par sa volonté d'insertion de l'Etat d'Israël. Mais cela ayant été, il serait stérile de ruminer cette insertion sans essayer de composer avec la nouvelle réalité. Et c'est ce dont les régimes arabes ont toujours été incapables. En effet aussi, pour que la paix soit possible et qu'une laïcité respectueuse de la foi des croyants des diverses religions puisse percer au Moyen Orient, il faut aussi que les régimes arabes n'aient pas peur de leurs peuples, et que ces derniers n'aient pas honte de leurs gouvernants et n'y voient pas le règne de l'injustice et de l'avilissement, et une punition de Dieu, comme c'est le cas aujourd'hui.

L'exemple du Liban, à lui seul, montre avec éloquence à quelle déchéance peuvent arriver les hommes qui composent les communautés, imbriquées de façon aussi « incestueuse » dans la gestion de l'Etat.

Il reste curieux aussi, dans une conjoncture internationale où l'on encourage partout les regroupements économiques entre états voisins en invoquant de simples affinités de culture ou même de voisinage ou de proximité géographique, que les Etats Unis, encore que cela soit moins clair du côté de la France et de l'Europe, s'obstinent à nier avec tant de force ces affinités qui existent entre certaines sociétés arabes, et qu'ils tentent d'y substituer une coopération économique israélo-arabe sur un terrain encore douteux.

Certes, les excitations actuelles, les violences éparses sur le terrain, la présence militaire américaine, la frileuse volonté de retour européenne par le biais de la France, la déchéance irakienne, l'inquiétude et l'agressivité israéliennes résultant d'un malaise affectant sa société, sur fonds de crise économique arabe, européenne et méditerranéenne n'aident pas à trouver des solutions ou même n'encouragent pas à y réfléchir.

Donc, si les conditions de stabilité ne sont pas encore réunies, sans pour autant que soient réunies des conditions de guerre nouvelle comme celles qu'a connues le Moyen Orient jusqu'à la guerre du Golfe, pourquoi ne pas profiter de ce répit, si imparfait et douloureux soit-il pour les peuples de la région, pour penser l'avenir de façon différente et ouvrir des espoirs dans le monde artificiel et froid des paix virtuelles et celui des jeux de la géopolitique au sein du « vide de puissance » ?

Bibliographie

- 1- **CORM Georges, Le Proche-Orient éclaté, collection Folio Histoire, édition Gallimard Paris.**
 - 2- **BULLIET Richard, « twenty years of islamic politics » The Middle East Journal, vol 53-2, printemps 1999.**
 - 3- **Politique étrangère n°1, 1998. Publications de l'ifri.**
 - 4- **PICARD Elizabeth, La Syrie et le processus de paix ; Maghreb Machrek. Monde arabe n° 158 octobre décembre 1997.**
 - 5- **HELLER Mark, « army/society in Israël : The impact of external factors » dans May Chartouni-Dubarry : Armée et nation en Israël : pouvoir civil, pouvoir militaire, « les notes de l'ifri » n°10, ifri, Paris, 1999.**
 - 6- **HADDAD Mouine, article dans La Défense Nationale Libanaise, avril 1999.**
 - 7- **BOTIVEAU Bernard, l'Etat palestinien, presse de sciences politiques, Paris, 1999.**
 - 8- **La politique de la France. Août 1989-Juillet 1990 ; La documentation française- service d'information et de diffusion du Premier ministre.**
 - 9- **La documentation française- Collection des rapports officiels. Rapport au Premier ministre sur la mission sur les responsabilités et l'organisation de l'Etat présidée par Jean Picq.**
 - 10- **CONDURIER Hubert »Le monde selon Chirac. Les Coulisses de la Diplomatie Française ». Calmann-Levy, Paris 1998.**
 - 11- **A.B.C. News. 26 octobre 1999.**
 - 12- **Article rédigé par GALLARD Philippe dans « L'Expansion », septembre 1997.**
 - 13- **VAISSE Maurice, « La grandeur, politique étrangère du général De Gaulle, Fayard, 1998.**
 - 14- **La politique de la France. Mars 1993-Juillet 1994- La documentation française- service d'information et de diffusion du Premier ministre**
-